

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 120  
Mai 2020

# le libertaire

## revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. ( En Français ), repris par Sébastien Faure en 1895.  
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

## L'entraide est le principe de base de l'anarchisme

**L'**entraide est le principe de base de l'anarchisme et la manière fondamentale dont les anarchistes différencient leur vision du capitalisme et de l'État.

En termes simples, nous pensons que l'humanité peut mieux répondre à ses besoins et à ses désirs grâce à la coopération qu'à la concurrence. En fait, les anarchistes soutiennent presque depuis le début du mouvement que la vision brutale et darwinienne du progrès humain par la concurrence est fautive et que l'entraide est absolument essentielle à toute vie sur Terre depuis le début (voir le classique de Pierre Kropotkine: » L'entraide: un facteur d'évolution « ).

Ce n'est pas parce que nous vivons dans une société capitaliste que l'entraide est un concept étrange ou inconnu. Nous le pratiquons tout le temps : lorsque nous partageons avec des personnes qui en ont plus besoin que nous, lorsque nous discutons de nos différences plutôt que de recourir à la force ou de faire appel à la demande des autorités, lorsque nous faisons grève et partageons nos ressources pour surmonter une période sans revenus. L'entraide sauve des vies; restaure la dignité des personnes accablées par un système de « marché libre » qui masque une réalité impitoyablement raciste, sexiste et écologiquement destructrice; et il nous offre la vision d'un avenir de liberté et d'égalité plein d'espoir.

Le mouvement Black Power a une riche histoire d'entraide en action. Le Black Panther Party en est peut-être le meilleur exemple. Avec ses petits déjeuners gratuits pour les filles et ses programmes d'autodéfense communautaires qui ont commencé à la fin des années 1960. Enfin, le BPP a élargi ses « programmes de survie » gratuits pour inclure la distribution de vêtements, des cliniques médicales et de premiers soins, des cours de politique et d'économie, et bien plus encore.

La beauté de l'entraide est que nous pouvons la pratiquer de nombreuses manières, aspects et manières différents et vitaux dans nos vies. Voici cinq domaines de la vie quotidienne où nous pouvons pratiquer l'entraide tout le temps, même si nous ne le savons pas.

### 1. Partager les ressources

S'engager à réduire les déchets et à redistribuer les revenus qui en découlent sont d'excellents moyens de démarrer dans les projets d'entraide. Beaucoup d'entre nous ont plus que ce dont nous avons besoin, tandis que d'autres ont du mal à obtenir même les articles les plus élémentaires nécessaires pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Des projets comme Food Not Bombs, des garde-manger et des cuisines communautaires sont souvent en première ligne pour cuisiner et partager des aliments qui, autrement, iraient directement à la poubelle. Ateliers d'outils communautaires (réparation de vélos, mécanique auto...), événements d'échange de semences et marchés vraiment gratuits, ce sont aussi des exemples d'entraide en action où des ressources utiles sont mises à la disposition de ceux qui en ont besoin. Si l'un de ces projets existe dans votre communauté, il accueillera presque toujours une paire de mains supplémentaire.

### 2. Intervention en cas de catastrophe

Le capitalisme est en soi un désastre pour beaucoup de choses. Les catastrophes causées par le changement climatique, les « accidents » industriels et les délits résultant de la corruption politique (par exemple le fameux empoisonnement de l'eau potable à Flint, Michigan) affectent chaque année un nombre croissant de communautés et d'écosystèmes. La réponse aux catastrophes par les gouvernements et les grandes ONG est souvent inadéquate et fortement biaisée par le racisme et le classisme. Des réseaux d'intervention mutuelle en cas de catastrophe sont apparus comme des alternatives très efficaces, avec des guides rapides locaux pour fournir des sauvetages et des évacuations rapides, des informations sur les points de restauration, la distribution de fournitures d'urgence et des réseaux d'hébergement d'urgence sûrs pour les sans-papiers et d'autres qui peuvent trouver les abris publics dangereux. Si votre région ne dispose pas encore de son propre groupe d'intervention en cas de catastrophe d'entraide, il existe de nombreuses ressources en ligne pour en créer un.

### 3. Partage des compétences

Avez-vous de l'expérience ou des compétences que d'autres personnes peuvent acquérir? Les ateliers communautaires, les guides pratiques et les vidéos en ligne sont d'excellents moyens de partager des compétences dans l'esprit de l'entraide. Auto-défense, connaissance de l'écologie locale, compétences ancestrales, méthodes de guérison, médecine d'urgence, artisanat, réparation de vélos et de voitures, construction et menuiserie ... le potentiel de partage des compétences est infini. Les ateliers en face à face sont une forme d'entraide particulièrement puissante car ils facilitent les liens avec la communauté et créent de nouveaux espaces pour le développement des relations et des projets locaux. Les guides pratiques sous forme de magazines imprimés et numériques sont disponibles.

### 4. Défense communautaire

Comme les groupes haineux changent constamment leurs objectifs, il y a toujours un besoin d'une réponse communautaire intelligente, agile et organisée aux menaces virtuelles et physiques posées par ces groupes, y compris la violence sanctionnée par l'État et dirigée par la police. Avec l'augmentation de l'agression physique et en ligne des nationalistes blancs et des néo-fascistes, nous pouvons soutenir les membres à risque de nos communautés de différentes manières. Cela va de l'établissement de maisons et d'espaces sûrs à la formation de groupes d'autodéfense bien formés et de réseaux d'observatoires de police, de mesures de sécurité anti-doxxing, un soutien juridique (voir n° 5) et des systèmes de communication qui partagent des informations sur l'emplacement et les activités des groupes haineux. La façon dont une communauté réagit à la haine et à la violence doit être façonnée par la situation unique que connaît la communauté; le processus doit toujours concentrer les voix des marginalisés.

### 5. Assistance juridique

Les États-Unis sont la plus grande société carcérale au monde. L'opposition au complexe pénitentiaire industriel et le soutien aux membres de la communauté confrontés à la persécution de l'État sont un point focal important de

l'organisation et de la lutte collectives. Avec une fréquence regrettable, nous voyons des individus et des groupes radicaux être attaqués par l'État, qui utilise les tribunaux et le système pénitentiaire comme une arme. Le système juridique perturbe la vie des gens et a un impact énorme sur les familles et leurs proches. L'entraide sous forme de soutien juridique peut signifier le recours à la justice pour exprimer sa solidarité avec ceux en lutte et attaqués par l'État; aider à trouver la bonne représentation juridique; soutenir les proches de ceux qui sont jugés ou qui sont déjà en prison; s'occuper des enfants; la collecte de fonds pour les frais juridiques; et l'établissement de réseaux de soutien dans les prisons qui peuvent soutenir un travail à long terme. Les fonds d'obligations communautaires sont un type de projet d'entraide qui émerge de plus en plus à travers le pays pour payer des bons pour les personnes accusées de crimes. Les fonds renouvelables soutiennent les individus et les communautés touchés par la violence structurelle et incapables de payer eux-mêmes les amendes. La participation à un soutien juridique peut également impliquer l'augmentation des campagnes dans les médias traditionnels pour amplifier le récit et la situation des accusés / prisonniers.

Pablo Herakleo

Dans le cas de la pandémie, nous avons évoqué ces collectifs indépendants libertaires qui ont fabriqué des masques gratuitement pour la population locale dont des personnes démunies. Quand on voit le retard de l'Etat pour prendre en charge la pénurie de masques, il faut se réjouir des initiatives et de la réactivité d'individus responsables. La France va recevoir d'ici le 28 juin, 2 milliards de masques chinois. Ces masques arrivent bien tardivement et comme ces masques ont une durée de vie d'une année et qu'il faut les jeter après...on constate un certain gâchis, l'impéritie gouvernementale et la gestion technocratique de la crise sanitaire. Cette fabrique de masques par des citoyens qui n'attendent pas la réaction de l'Etat est aussi une pratique d'entraide.

Patoche (GLJD)

## Pour un rôle accru de l'anarchisme dans nos localités

L'idée anarchiste, à travers les âges, a démontré qu'elle possédait la capacité de s'articuler devant divers scénarios: son amplitude, son corpus jamais complètement défini et sa capacité à se réinventer, permettent que les idées et les pratiques libertaires puissent être appréhendées de différentes manières, époques et contextes sociaux. S'il est vrai que l'anarchisme a une essence qui le distingue des autres courants politiques, ses questions et certitudes peuvent nous interroger selon les réalités lo-

cales. Pour cette raison, il est toujours nécessaire de se demander ce qu'est l'anarchisme aujourd'hui et, en outre, quel rôle il joue ou pourrait jouer dans nos localités.

Certes, pour comprendre le sens de la pensée libertaire, il est essentiel de raisonner librement, sans dogmes, formules ou préjugés. Son savoir ne se constitue pas sur la base de syllogismes, mais se construit grâce à des expériences à la fois intellectuelles et corporelles. Dans le

premier cas, nous trouvons un nombre infini de littérature philosophique, historique et scientifique qui comprend des noms importants de penseurs et de penseurs aux militants anarchistes presque infinis qui ont participé à l'aventure du savoir à travers la presse ouvrière, la littérature, la musique, les brochures et les magazines et même le cinéma, malgré l'exploitation et l'oppression constantes qui ont caractérisé les siècles derniers. Cependant, l'entêtement de l'anarchisme n'est pas seulement une expression intellectuelle. Pour cette raison, comprendre les principes anarchistes est aussi une expérience corporelle, qui suppose une éthique et une manière d'être dans le monde, agissant en lui avec la conscience de faire partie d'un organisme, dilué et maltraité par les conséquences des pratiques de domination et d'exercice de la servitude à différentes échelles.

En d'autres termes, ce raisonnement libre détermine une certaine perspective, dépourvue de livres officiels et de juges mais claire dans sa motivation individuelle, allant de notre propre existence au sens que nous donnons à l'histoire de l'humanité et à notre place en elle, en suivant les indices qui nous donne notre territoire, nos familles et notre biologie.

Pour cette raison, nous pensons que la pensée et l'action anarchistes méritent une mesure constante avec la réalité. Ce n'est pas une pièce de musée, ni une doctrine qui existait déjà. Sa projection favorise les relations humaines qui ne séparent pas la société et la politique, faisant la promotion de la sociabilité dans les pratiques de liberté l'une des bases fondamentales de la vision anarchiste. Nos idées et pratiques s'articulent comme une bataille culturelle mais sont surtout ancrées dans le monde du travail.

Afin d'étudier et d'apprendre de nos anciens des idées, nous avons gardé en mémoire certaines expériences qui se sont développées au cours du siècle dernier. Nous n'avons pas l'intention d'inventer une histoire de l'anarchisme, mais penser plutôt à leurs pratiques passées. Plus précisément, la génération lointaine des années 1920, qui a su soulever des idées libertaires dans des contextes où la confusion politique et la multiplicité des idées nouvelles tenaient l'avenir de la société en suspens, est un creuset d'enseignements qui font les idées libertaires plus fructueuses. L'école littéraire et le déploiement qu'ils ont réalisé dans le domaine de l'éducation sont des exemples dont l'écho se fait entendre aujourd'hui et que nous sommes prêts à écouter et à repenser. De même, le développement dans le domaine syndical atteint dans les années 1895-1913, nous montre non seulement l'importance de la lutte des travailleurs, mais aussi un ensemble de pratiques quotidiennes de grande valeur aujourd'hui, telles que l'action directe, le boycottage...

L'intérêt pour ces pratiques n'est pas lié à la nécessité d'une «récupération historique», ni à la volonté de constituer

une intéressante collection de pièces pour la mémoire d'un musée. C'est plutôt un certain «retour», c'est-à-dire un «retour» à certains événements qui mettent la crise actuelle du 21<sup>e</sup> siècle en perspective.

Ainsi, face à la crise actuelle que nous traversons en tant que société en raison d'une série de processus économiques imposés, exprimés par des crises fréquentes et la transformation vorace des relations économiques, ou celle présente du Covid 19, nous proposons de récupérer une série d'expériences liées aux principes acrates épuisés ou quasiment disparus, comme les Bourses du Travail et l'éducation ouvrière ou la lutte pour le respect des femmes commencée par les Mujeres libres durant la Révolution espagnole...; ainsi que la valorisation et la promotion de pratiques nouvelles ouvertement opposées au système de production capitaliste, telles que les coopératives, la production biologique en circuit court, les jardins ouvriers, la lutte pour la libre transmission des connaissances et de la propriété intellectuelle.

Nous ne nous considérons pas comme des avant-gardistes car le concept est étroitement lié à une rigidité programmatique. Nous considérons qu'il est plus approprié d'aborder les expériences multiples qui se sont produites à la fois dans d'autres moments du mouvement libertaire et aujourd'hui. Pour cette raison, ajoutée aux conditions du contexte, nous considérons qu'il est beaucoup plus opportun d'insister sur l'idée de travail, de faire, sur l'attachement sans restriction aux idées d'échanges et de partages. Nous le constatons dans le contexte actuel où des réseaux militants, par exemple dans le Puy de Dôme, fabriquent gratuitement des masques sans attendre le bon vouloir de l'Etat, très à la ramasse dans la gestion des masques depuis le début de la pandémie. Les gens se prennent en main en s'associant en dehors des partis. Nous optons pour le dynamisme de nos idées et de nos actions, plutôt que pour les diktats éclairés d'une organisation, c'est pourquoi nous prenons position en tant que propagandistes et diffuseurs de la pensée libertaire. Plus nombreux seront les groupes libertaires en France et ailleurs, plus nombreuse sera la presse libertaire avec ses analyses, plus nos actes alternatifs serviront d'exemple, plus notre pensée sera vivante et vivifiante pour le plus grand nombre.

Micka (GLJD)





# Sauvons la science de sa domestication des griffes du capital



**L**a recherche scientifique est actuellement engagée dans une course mondiale pour trouver le vaccin qui libérera l'humanité du redoutable Covid-19. En effet, c'est la solution concrète et immédiate à un problème qui n'est que le symptôme d'un grand syndrome appelé capitalisme, néolibéralisme, darwinisme social ...

On trouvera un vaccin qui contribuera à mettre fin à la pandémie, à nous libérer de ses effets meurtriers et en même temps à enrichir les grandes entreprises et les groupes pharmaceutiques (le vaccin ne sera pas mis au service de la population avec des critères d'équité sociale mais au service du marché avec des prix exorbitants lors de la hiérarchisation des critères économiques) mais des solutions aux pandémies qui se produiront à l'avenir, en raison du système économique et social actuel, la science n'est pas en mesure de les fournir car la science est devenue un maillon de plus dans ce système. La science a cessé de jouer le rôle révolutionnaire qu'elle devait jadis devenir et est devenue une simple technologie scientifique, une simple entreprise, incapable de libérer l'humanité des anti-valeurs qui la régissent, sans aucune prétention philosophique et politique.

Ce que l'anarchisme apporte à la science en ces temps de coronavirus, c'est qu'il soit subversif, intégrateur de connaissances, holistique, humaniste, qu'il devienne indépendant du pouvoir car avec lui il deviendra indépendant de sa propre fragmentation et intentionnelle dans les zones de recherches déconnectées, départementalisées et spécialisées, comme l'a déjà souligné Élisée Reclus, et de son propre paradigme méthodologique universel et fixe, adoptant une épistémologie adaptable aux contextes.

La science est contrainte par sa méthode scientifique rigide avec laquelle elle perd la possibilité de regarder plus largement ce qui se passe dans la réalité. Il faut de la flexibilité, de l'adaptabilité, en tenant compte de l'être humain d'une manière plus globale, comme l'a rappelé Feyerabend, pour poser des réponses globales au drame existentiel de la vie.

Actuellement les investigations scientifiques sont très partielles, elles ne répondent pas aux grandes théories qui répondent aux préoccupations globales de l'humanité. Ce sont aussi des théories qui naissent de la concurrence et de la rivalité, sans partage ni coopération.

Le virus n'est pas combattu par une science fragmentée mais en proposant des modèles théoriques intégrant tous les paramètres qui affectent la vie et la santé de la planète,

comme par exemple les modèles de prévention sanitaire; modèles urbains et de logements loin de la surpopulation; modèles économiques décroissants, anticapitalistes, de l'économie de solidarité et d'autogestion; des modèles d'exploitations agricoles et d'élevage non intensifs, sans macro-exploitations ni surpeuplement d'animaux et sans déforestation, respectueux de la souveraineté alimentaire; des modèles qui ralentissent le changement climatique, misent sur la durabilité de la vie avec un nouveau modèle énergétique et les énergies renouvelables; des modèles intégrant les processus de robotisation et les nouvelles technologies et la répartition du travail et de la richesse.

Sauvons la science de sa domestication, des griffes du capital, pour qu'elle progresse et se laisse être une simple technologie. Faisons-lui retrouver son sens transformateur car il y a de nombreux défis pour continuer à vivre.

Reprenons l'ancien sens de la science dans la recherche de la vérité et de la connaissance, du relativisme, en partant du principe que la science est l'outil le moins imparfait dont nous devons continuer à progresser en tant qu'espèce. Cela se fait depuis des milliers d'années, dans un processus d'expérimentation, empirique, d'observation, d'essais et d'erreurs permanent, antidogmatique, infatigable.

En ce sens, l'anarchisme et la science peuvent revenir à des alliances en partageant des paramètres de subversion, de spontanéité, de créativité, d'art, de culture, de liberté ... pour pouvoir apporter des solutions collectives, imaginatives, innovantes, loin des exigences des marchés et des intérêts commerciaux. Il y a une riche relation à double sens entre l'anarchisme et la science loin des approches économistes et utilitaires.

Du monde de la pensée et de la science, on prévoit que les solutions à cette crise peuvent aller du renforcement d'un capitalisme plus totalitaire (Byung-Chul Han) ou d'un communisme réinventé (Slavoj Zizek).

Quelle analyse peut-on faire des positions libertaires et anarchistes? Certes, les réponses de solidarité et d'entraide commencent à émerger partout face aux conceptions d'une société totalitaire, de «Big Brother» qui sait tout et voit tout. Montrons avec nos idées et nos pratiques anarchistes que la vraie solution, celle qui améliorera nos vies, ne sera que si elle est libertaire, collective, auto-organisée, tissant des réseaux de soutien mutuel et de solidarité.

# Pour un fédéralisme libertaire autogestionnaire

Qu'est-ce que le fédéralisme ?

Mettons tout de suite et clairement les choses au point : Pour nous, libertaires- et quelles que soient nos divergences de vues sur des points de détail- la seule forme de fédéralisme que nous puissions concevoir et accepter, la seule qui mérite vraiment notre attention est celle du fédéralisme libertaire autogestionnaire. Il n'y a donc pas lieu de s'attarder à des formes de pseudo-fédéralisme telles qu'en offrent les exemples de la Suisse, de l'Allemagne, des Etats-Unis...sinon pour en relever les imperfections.

## Fédéralisme et nationalisme

La notion de fédéralisme est souvent accueillie par certains groupes ethniques particuliers qui revendiquent plus d'autonomie et s'opposent au centralisme despotique de l'Etat. Ne nous y trompons pas, cependant : le fédéralisme tel que nous l'entendons n'a rien de commun avec ces tentatives qui, sous prétexte de défendre les particularismes régionaux, s'appuient sur un nationalisme outrancier et, partant, d'autant plus tyrannique. Le nationalisme, à quelque échelon qu'il se manifeste, ne saurait être amalgamé à l'idée de fédéralisme.

Reprenons à ce propos, l'opinion de Gaston Leval : « A tous points de vue, le fédéralisme séparatiste régional, cantonal ou d'Etat, s'il n'est conçu que comme l'association superficielle d'éléments étrangers les uns aux autres, et décidés à rester farouchement eux-mêmes, ne répond à rien des grands besoins de l'histoire humaine. »

## Structures du fédéralisme

Fédéralisme libertaire autogestionnaire ? Quelles en sont les bases, les structures, les caractéristiques essentielles ?

A la base de l'idée de fédéralisme, de communauté, il y a le principe de solidarité et d'entraide. C'est-à-dire d'échange nécessaire et volontaire tant entre groupes qu'entre individus. Ce qui laisse entendre qu'il ne peut y avoir, d'une part, une élite qui prend les décisions et, d'autre part, une masse docile qui les exécute. Le fédéralisme n'est pas à l'image d'une loterie où tous achètent des billets mais où seuls quelques-uns auront la chance de gagner. En un mot- ou plutôt en trois- le fédéralisme c'est la responsabilité de tous.

La solidarité engendre nécessairement l'association libre et volontaire. Ce fédéralisme associatif a pour but d'harmoniser les rapports sociaux, économiques, profession-

nels, etc., entre les individus et les groupes sur les plans local, régional, et finalement, mondial, tout en garantissant l'autonomie des personnes et des groupements. Abolissant les notions d'autorité et de hiérarchie, il atténue les causes d'antagonismes et de conflits et assure la libre expression des particularités de tous et de chacun.

Le fédéralisme est le moyen d'articulation de l'autogestion. Ses structures sont aussi simples que logiques. Elles défendent les intérêts individuels et collectifs par voie de consultation d'échelon en échelon, selon le principe de l'« aller et retour » : de l'individu à la collectivité et de la collectivité à l'individu. Du point de départ, constitué par l'individu, au sommet qui représente la collectivité, se trouvent, de palier en palier, les organisations qui s'efforcent, à leur niveau, de régler les problèmes particuliers et généraux, permettant ainsi la solution la plus harmonieuse possible des uns et des autres.

## Une société pour l'homme et la femme responsables

Coordonnant et harmonisant les rapports humains, le fédéralisme comme le dit Alexandre Marc « est avant tout respectueux de l'autonomie, de toutes les autonomies- du quartier, de la commune, de l'équipe de travail, de l'atelier, des regroupements intercommunaux, des ethnies, des régions, des entreprises, des fédérations interentreprises, des associations syndicales et professionnelles ».

Ce fédéralisme, autonome, pluraliste, est naturellement en opposition complète avec toute forme autoritaire et centralisatrice. De la notion de profit, il élimine tout ce qui n'est pas profitable à tous les hommes et à toutes les collectivités. Il ne s'agit donc plus d'adapter l'homme à un type donné de société mais d'adapter la société à l'homme.



La réalisation d'une société autogérée, fédéraliste et libertaire, est liée à deux conditions fondamentales :

1° La suppression de l'Etat, qui accapare à son profit les responsabilités que devraient exercer les citoyens.

2° La suppression du salariat, qui asservit le peuple en le soumettant totalement au système capitaliste détenteur à la fois de l'avoire et du pouvoir.

Fondé sur l'association librement consentie et la solidarité, le fédéralisme libertaire autogestionnaire est donc opposé aussi bien à la notion du « chacun pour soi » du capitalisme dit « libéral » qu'à celle du « tous pour un » du capitalisme étatique. Il suppose une nécessaire unité qui, comme le déclarait Bakounine, « se constituera librement par la fédération des parties autonomes dans le tout, de

sorte que celui-ci, cessant d'être la négation des droits et des intérêts particuliers, cessant d'être le cimetière où viennent forcément s'enterrer toutes les prospérités locales, deviendra au contraire la confirmation et la source de toutes ces autonomies et de toutes ces prospérités ».

Sorti des brumes de l'« utopie », ce fédéralisme-là- celui-là seul- est la solution proposée aux problèmes économiques, sociaux, ethniques dans lesquels s'enfoncent et s'embourbent tous les partisans prétendument « réalistes » du système autoritaire.

A.P. (le libertaire)

## Le Covid-19 a donné des ailes au développement de mesures de contrôle social

Il y a un peu plus de deux siècles, en 1811 et pendant les cinq années qui ont suivi, l'Angleterre a été le théâtre d'une puissante révolte sociale connue sous le nom de « révolte des luddites » – en référence à son protagoniste éponyme, Ned Ludd – qui a détruit une partie des nouvelles machines textiles dont l'installation supprimait de nombreux postes de travail et condamnait une partie de la population à la misère.

Il fallut des milliers de soldats pour écraser l'insurrection qui, loin d'obéir à des motivations technophobes, se situait dans le cadre du travail et prétendait s'opposer aux conséquences les plus néfastes des « progrès » de l'exploitation capitaliste.

Il est aujourd'hui essentiel de « réinventer » ce type de révolte, en la faisant passer de la sphère des revendications purement économiques à la sphère plus directement politique des luttes pour la liberté et contre le totalitarisme de type nouveau qui s'installe depuis quelque temps déjà et qui trouve dans la crise actuelle du Covid-19 un carburant abondant pour accélérer son développement.

L'éloigner de la sphère économique n'implique pas de mésestimer le capitalisme comme principal ennemi, car le nouveau type de totalitarisme auquel je fais référence constitue une pièce absolument fondamentale de la nouvelle ère capitaliste marquée par cette énorme innovation technologique que fut, et que continue d'être, la révolution numérique.

Comme pour la révolte des luddites, cette révolte ne repose pas non plus sur des motivations technophobes, mais a pour principal stimulant la revendication de liberté et d'autonomie, avec la conscience claire que, si nous ne parvenons pas à arrêter les avancées du nouveau totalitarisme, les possibilités de lutte et de résistance contre la domination et l'exploitation seront soit impossibles, soit

réduites à l'insignifiance.

Il n'est pas nécessaire de décrire ici l'ensemble des outils et des procédures de contrôle qui sont déjà en place à grande échelle, ou qui commencent à être mis en œuvre ; l'information à ce sujet est abondante et accessible à tous. Il est également inutile de décrire les luttes qui se déroulent face à l'expansion et à la généralisation du contrôle social. Elles sont bien connues et vont des actions des pirates informatiques au sabotage des antennes 5G, en passant par les pratiques consistant à laisser le téléphone portable à la maison et à se défaire de son utilisation, jusqu'aux activités plus collectives qui consistent à constituer des réseaux locaux et communautaires.

Cependant, je pense qu'il convient de souligner la continuité sous-jacente dans les changements expérimentés par le système économique, du moins en Occident, depuis que la raison scientifique a créé les conditions pour que les techniques, entre les mains des producteurs et des artisans, se transforment en technologies dont l'utilisation dépasse la taille et les capacités des entités locales et s'intègre à la fois dans le système de production à grande échelle comme dans les structures du pouvoir étatique.

C'est ce lien étroit entre la raison scientifique, les technologies et les structures de pouvoir, économiques et politiques, qui traverse toute l'histoire de la modernité et du capitalisme, et qui rend compte de cette hypermodernité dans laquelle la révolution numérique renforce le lien entre les trois entités que j'ai mentionnées. Cela entraîne une transformation du capitalisme, converti désormais en un capitalisme numérique et un capitalisme de surveillance, qui s'oriente vers un totalitarisme d'un genre nouveau dans la sphère politique.

Contrairement aux précédents régimes totalitaires, ce sont les sujets eux-mêmes qui fournissent constamment,

à travers chacun de leurs comportements, les éléments qui permettent leur soumission intégrale. C'est leur propre vie qui nourrit les dispositifs de contrôle et de normalisation dans un environnement sans extériorité qui n'a pas pour outil principal la répression mais l'incitation.

Le Covid-19 a donné des ailes au développement de mesures de contrôle social sophistiquées grâce à la demande de biosécurité suscitée par la peur de la population face aux risques biologiques. Ce qui s'est passé depuis la déclaration de la pandémie et le décret d'exception qui a suivi, précisé au sein de l'Etat espagnol par la formule d'état d'alerte, ne laisse guère de doute sur le fait qu'un grand nombre de personnes non seulement ne s'y opposeraient pas, mais accepteraient volontiers d'être surveillées et de se soumettre volontairement à l'impératif d'autosurveillance pour prévenir la maladie.

Ce coronavirus anticipe également la succession plus que probable de nouvelles pandémies d'un danger similaire ou plus important. Sans aucun doute, le risque biologique fait partie de la condition humaine elle-même, bien que sa probabilité d'occurrence et ses conséquences se voient favorisées par les conditions de vie actuelles : les grandes agglomérations humaines entassées dans des villes gigantesques, une mondialisation qui favorise des échanges commerciaux constants et rapides à l'échelle planétaire, des moyens de transport qui favorisent des flux de population incessants, une réduction des investissements dans les services de santé publique et, bien sûr, la dégradation de l'environnement.

Il est utile de souligner que le dernier des facteurs que j'ai cités n'est qu'un facteur de plus, et probablement pas le plus important parmi ceux qui favorisent les pandémies. Cela ne signifie pas que nous ne devons pas lutter contre les risques environnementaux, mais une attention excessive à leur égard peut contribuer à masquer la menace la plus importante et la plus immédiate liée au risque biologique, et détourner l'attention des avancées du néo-tota-

litarisme en occultant le fait que, si nous ne parvenons pas à stopper la menace totalitaire qui s'amplifie dans les menaces biologiques, nous ne pourrions pas même continuer à lutter contre la dégradation de la planète.

Une quarantaine d'années se sont déjà écoulées depuis que Michel Foucault a avancé le concept de biopouvoir pour caractériser la nouvelle modalité de gouvernance articulée par le néolibéralisme, et il semble que la gestion de la vie, la biosécurité et le contrôle des populations auxquels il faisait alors référence en soient venus à occuper une place privilégiée dans l'agenda du capitalisme numérique propre à notre Hypermodernité.

Le nouveau totalitarisme a à sa disposition tout l'arsenal de contrôle social fourni par la technologie numérique, tandis que cette même technologie lui ouvre l'immense champ du génie génétique. Si nous mettons en relation les risques biologiques, le biopouvoir, le capitalisme numérique, les biotechnologies et le néo-totalitarisme, il est facile de deviner que l'un des effets des pandémies sera de prédisposer les populations à accepter, tôt ou tard, l'intervention biogénétique pour nous rendre « résistants » aux coronavirus et autres parasites viraux. Cela n'arrivera pas demain, bien sûr, mais dans un lointain avenir dystopique où le transhumanisme rendra possible la modification « rationnelle » de l'espèce humaine. J'ai dit « lointain », mais au rythme où vont les choses cet avenir ne se fera pas longtemps attendre si nous ne parvenons pas à renverser la vapeur.

Par chance, la longue histoire de l'humanité nous apprend qu'il est toujours resté des poches de résistance et d'énergies insoumises qui ont su promouvoir des pratiques de liberté même dans les situations les plus inhospitalières. Ce sont ces pratiques et les luttes qu'elles encouragent qui permettent de nourrir un certain optimisme... malgré tout.

Tomás Ibañez

## L'éducation libertaire sera de notre fait ou ne le sera pas

« L'éducation libertaire sera de notre fait ou ne le sera pas. » Cela pourrait bien être la devise qui résume l'un des principes de base de l'éducation libertaire qui a beaucoup à voir avec le concept d'intégralité, mais aussi avec celui d'anti-autoritarisme: c'est l'autogestion.

L'autogestion est le moyen par lequel la communauté éducative ou la communauté d'apprentissage est autogérée, mais aussi les individus qui composent cette communauté. L'autogestion est la formule appropriée pour harmoniser la liberté avec la responsabilité, mais pas seulement dans l'environnement éducatif, mais dans toutes les facettes de la vie libertaire.

C'est ainsi que Ricardo Mella s'est exprimé:

«Voulez-vous la culture, la liberté, l'égalité, la justice? Eh bien allez les conquérir, vous ne voulez pas que d'autres viennent vous les donner. La force que vous n'avez pas, étant tout, pas quelques-uns auront, une petite partie de vous-même. Ce miracle de la politique n'a jamais été réalisé, ne sera jamais réalisé. Votre émancipation sera votre propre travail, ou vous ne serez pas émancipé à tous les siècles des siècles » ( Solidaridad Obrera # 4, Gijón 1909).

La pratique de l'autogestion augmente l'autonomie et l'indépendance de tous ceux qui y participent. Ce gain d'autonomie démontre qu'il s'agit d'une pratique utile de transformation sociale pour se dispenser de la délégation à d'autres qui diminueront ainsi leur pouvoir de domination sur les autres, c'est pourquoi l'autogestion doit être liée à l'anti-autoritarisme.

Comment l'autogestion sociopolitique est-elle transférée à l'école? Tout projet libertaire doit être autonome, non seulement dans la prise de décision, mais dans la prise en charge essentielle des responsabilités, ainsi que la participation à la résolution des problèmes qui sont générés, pour que le projet soit viable.

Ce schéma de prise en charge proportionnelle aux possibilités de chaque membre de la communauté éducative porte la même graine d'autogestion des moyens de production ou d'organisation de la société sans État ni tutelle.

Toute organisation ou pratique libertaire répète l'autogestion, à son niveau, et l'autogestion permet, par l'autogestion, donc, la participation à la pratique essentielle d'autogestion de toute organisation libertaire éducative. Cela explique l'énorme travail éducatif que les organisations libertaires ont réalisé, par le simple fait d'être des communautés d'apprentissage: syndicats, athénées, groupes anarchistes, collectivités, communes, écoles libertaires, écoles libres ... elles ont rapporté leur énorme travail de l'éducation permanente de toutes sortes: formelle, non formelle et informelle et, bien sûr, elle n'a pas été réduite à l'enfance, désavantageant les jeunes et les adultes, ni réduite à un sexe, désavantageant l'autre, logiquement.

Dans ces communautés d'apprentissage que sont les organisations libertaires (y compris l'école), l'autorité existe, mais elle se réduit à la plus grande expérience du partenaire (de tout âge) dans un domaine spécifique. Cette autorité admissible est donnée par « l'apprenti » « au » professeur « et, en plus, elle est interchangeable, car pour certaines matières quelqu'un sait plus ou mieux (maîtrise), mais pour d'autres le professeur sera » apprenti « . Cela permet à l'apprenti de ne pas toujours dépendre de quelqu'un. Dans l'enseignement libertaire, les rôles d'apprenti et d'enseignant sont exercés temporairement, dans un contexte spécifique et par accord entre les deux. Leurs différences sont floues: plus que des apprentis et des enseignants, ce sont des partenaires collaborateurs.

Et en dehors des organisations qui se disent libertaires, les libertaires se sentent très à l'aise dans n'importe quel autre domaine tant que leur dynamique est autogérée, même s'ils ne sont pas reconnus comme libertaires,

comme cela peut arriver dans un quartier, une communauté de voisins ...

Le principe de l'autogestion éducative couvre tout ce qui concerne le quoi et le comment de l'enseignement-apprentissage dans chaque groupe ou personne, mais il couvre également la gestion de la communauté éducative, y compris le financement. C'est peut-être l'explication que dans de nombreuses expériences éducatives libertaires se constitue un « patronage », qui soutient la fourniture de tout ce qui est nécessaire à l'école. Ce mécénat n'est pas constitué uniquement par les familles des garçons et des filles, mais par tous ceux qui se sentent impliqués dans le projet.

L'autogestion pédagogique est-elle en soi libertaire? La pédagogie anti-autoritaire est-elle libertaire? Nous pourrions dire que les deux sont des conditions nécessaires mais pas suffisantes, car il existe des tendances éducatives libérales qui soustraient au contrôle de l'État ou qui pratiquent un laissez-faire, aspirant précisément à ce que la transformation de la société en une société plus juste ne puisse jamais avoir lieu, ou au mieux, car cette réalité sociale au sein de l'école importe peu.

De la même manière que certains mouvements sociaux émergents qui maintiennent les gens dans un activisme continu qui mène à une impasse, sans affecter la cause profonde du problème, il existe un type d'autogestion éducative qui se réduit aux techniques pédagogiques utilisées, mais sans la projection socio-politique de l'autogestion sociale, que nous appellerions le pédagogisme, sans plus tarder.

En conclusion, la pédagogie non directive n'est pas synonyme de libertaire, bien qu'il y en ait eu d'importants défenseurs (sur papier) comme Rousseau ou Stirner et en dehors du champ libertaire: Rogers, Dewey, Claparède, Freinet ...

Au contraire, dans l'anarchisme, l'autogestion a plus de poids comme objectif social et pédagogique que comme simple méthodologie d'enseignement. Dans cette ligne, comme on peut le supposer, il y aurait Bakounine (toujours acide avec Rousseau), dont on connaît son opinion sur l'éducation ou les «bonnes» écoles, pour le dire en quelque sorte. La principale raison pour laquelle il y a moins d'identification à la pédagogie non directive qu'on pourrait s'y attendre réside dans le sentiment répandu dans de nombreux médias libertaires que cette approche pédagogique est naïve en affirmant ces deux choses: que la liberté est impossible dans un environnement social déterministe et que l'individu ne peut être soustrait à l'influence sociale...

Ana Sigüenza



# La réforme des retraites : les grèves d'août-septembre 1953

Suite du libertaire d'Avril 2020

La grève a-t-elle été victorieuse ? Des avantages ont-ils été consentis ?

D'un point de vue général, les décrets-lois du premier train ont été atténués voire ont été abandonnés notamment au niveau du recul de l'âge de la retraite pour les fonctionnaires : « Non seulement les décrets-lois du premier train ont été atténués mais encore le départ du deuxième train a été retardé ».<sup>1</sup>

Fernand Legagneux, secrétaire de l'U.D. C.G.T., rédige un rapport concernant les grèves de l'été et l'expose, le dimanche 20 septembre, à Rouen, Salle Sainte Croix des Pelletiers, en présence du secrétaire confédéral Gaston Monmousseau : « Les manœuvres, les provocations ont été déjouées, il a fallu veiller à l'unité du mouvement que certains éléments du R.P.F. solidement organisés dans deux usines, chez Mazeline et chez Caillard, auraient bien voulu briser. Nos camarades ont eu à faire face aux patrons réactionnaires A. Normand et autres dignes continuateurs des hommes du Comité des Forges de 1922 de sinistre mémoire. »[...]

« En pleine nuit, les patrons étaient appelés au téléphone pour s'entendre réclamer les 25 francs. Les femmes allaient en délégation trouver les patrons à leur domicile. Les femmes des Corderies et câbleries de la Seine ont mené une vie d'enfer à leur directeur. Je veux seulement souligner que la grève du Havre a été rude à conduire devant un patronat de combat coriace ».

Dans le Bâtiment au Havre, « la grève a été combative, sa durée a été de 34 jours. 7500 travailleurs de 170 entreprises sur 500 chantiers y ont participé. Les ouvriers du second œuvre : charpentiers, menuisiers, couvreurs-plombiers, peintres... y ont été entraînés, c'est une chose très positive car nous n'étions jamais parvenus à organiser ces catégories de travailleurs depuis de nombreuses années ».

« Les travailleurs du bois sont d'ordinaire assez difficiles à entraîner, cependant au Havre un effort a été fait en direction des scieries et caisseries et c'est ainsi que l'on a pu obtenir des ouvriers des maisons Humbert, Hutz et autres qu'ils déposent leurs revendications et, évidemment l'usine de contre-plaqué Multiplex où nos camarades ont une expérience de la lutte a participé activement à la grève ».

1 A.D.S.M. 195 J, fonds de l'Union départementale C.G.T. de Seine-Maritime (Darnétal)

Dans le textile, « nous avons fait de nombreuses adhésions dont 600 à Rouen, des jeunes et des femmes ont été portés aux postes de direction dans les syndicats ».<sup>2</sup>

« L'histoire du mouvement ouvrier dans notre département est émaillée pourtant de luttes magnifiques mais celles du mois d'août sont sans précédent ». On y trouve de nombreux exemples de solidarité, la sympathie de la population.

« Nous venons de vivre, camarades, des journées de lutte dont l'ampleur n'a jamais été égalée dans notre département. Au point culminant de la lutte, le nombre de grévistes a dépassé le chiffre des 100 000. »; « Le Havre a été une vraie pépinière de militants ». « Ceci nous a permis en divers endroits de renforcer en quantité et en qualité des directions d'organisations syndicales chancelantes ».

Les adhésions affluent en général en période de conflit mais l'intérêt ici semble être le renouvellement des cadres. La jeunesse des militants permet à l'appareil syndical de perdurer et d'être dynamisé et la présence de femmes engendre une présence à des postes dont elles étaient jusqu'à présent exclues.

La C.G.T. havraise, quant à elle recense, les avantages acquis :

La Commission supérieure des Conventions collectives s'est réunie le mardi 22 septembre alors que le gouvernement en différait constamment l'heure.

Les travailleurs des services publics et les fonctionnaires obtiennent l'équivalent de la prime de difficulté exceptionnelle supprimée derechef en juin.

Au niveau local des avancées se font jour.

Les salariés des tramways-autobus récupèrent de nombreuses primes : nettoyage de nuit, de conduite, de fin d'année...Le paiement de la journée de la Saint-Eloi et bien sûr gardent la retraite à 55 ans.

« La Transat » obtient une prime « d'économie » de 1 000 francs par mois avec un rappel de cinq mois.

Les charbonniers de magasins se voient gratifier d'une prime de salissure et de reprise du travail sans compter une augmentation de 10 francs de l'heure.

Chez Multiplex, outre une augmentation de 20% de diverses primes, les travailleurs de cette entreprise obtiennent l'unification des salaires pour les mêmes travaux et le paiement intégral des congés en cas de maladie.

2 A.D.S.M. 195 J, fonds de l'Union départementale C.G.T. de Seine-Maritime (Darnétal)

Dans le bâtiment, 17 accords avec les petits employeurs sont enregistrés accordant des primes ou une augmentation du taux horaire.

Dans la presse, une augmentation de 6% est aussi donnée.

« La C.G.T. peut s'enorgueillir d'avoir donné à la classe ouvrière conscience de sa force quand elle est agissante et unie. »

Elle a permis que les travailleurs, malgré le coup de poignard dans le dos des dirigeants F.O. et C.F.T.C. dans la nuit du 20 août, reprennent le travail avec optimisme, confiance, heureux d'avoir obligé au recul gouvernants et patronat, certains de remporter des succès plus complets.

« L'autorité de la C.G.T. s'est renforcée, la confiance des travailleurs envers elle s'est accrue, comme viennent d'en témoigner encore les élections dans les services publics, comme en témoignent les centaines d'adhésions faites dans certaines corporations comme celles des Métaux, du Bâtiment, de la Transat, des P.T.T., des Charbonniers... » (Rapport du congrès de l'U.S.H. des samedi 12 et dimanche 13 Décembre 1953).<sup>3</sup>

Que ce soit à Rouen ou au Havre, le mouvement de grèves de l'été 1953 est jugé positif dans le secteur privé.

## Conclusion

Les grèves d'août-septembre 1953 succèdent à un recul des luttes ouvrières en 1951 et 1952. Divisés en plusieurs organisations depuis le schisme de 1947, les syndicats peinent à organiser la riposte contre le patronat et l'Etat. La guerre d'Indochine grève le budget de ce dernier et détériore d'autant les finances publiques.

La remise en cause de l'âge de la retraite contraint quatre millions de fonctionnaires à un bras de fer avec la Quatrième République. Les syndicats avancent de timides réactions en appelant à des grèves de 24 heures ou de 48 heures. Les postiers de Bordeaux déclenchent spontanément une grève illimitée bientôt suivie par toute leur corporation puis tout le secteur public. Les secteurs téléphones et télégrammes ventilent l'information rapidement et permettent une cascade de débrayages et de grèves. Les transports ferroviaires sont rapidement bloqués aussi. Les décrets Laniel promulgués le 10 août mettent le feu aux poudres et élargissent la contestation. Les 12 et 13 août, le secteur privé est touché, notamment la métallurgie et le bâtiment mais aussi le commerce, les banques... Là les revendications salariales prennent le pas. Le gouvernement Laniel doit se battre sur deux fronts : celui des fonctionnaires qui défendent leurs acquis et celui des travailleurs du privé ayant pour objectif principal des augmentations de salaires. La paralysie du pays se fait sentir : « La France, gares désaffectées, postes

3 A.D.S.M. 195 J, fonds de l'Union départementale C.G.T. de Seine-Maritime (Darnétal)

désertes, usines, banques et bureaux fermés, privée de téléphone, de télégraphe, d'électricité et de transport, est littéralement paralysée.<sup>4</sup>

Force est de constater que les grèves d'août n'ont pas été initiées en France par les traditionnels bastions communistes et cégétistes de la métallurgie mais par des postiers de F.O. Le corps enseignant étant en vacances, c'est tout le reste de la fonction publique qui va entrer en grève contre les décrets-lois Laniel. Les fonctionnaires se trouvent donc à la tête d'un mouvement puissant de grève générale dans leur secteur et rejoints par le privé qui n'est nullement visé d'ailleurs par l'attaque contre le régime des retraites. C'est la première fois dans l'histoire du syndicalisme que les bataillons de grévistes sont fournis par des fonctionnaires de tous horizons. Ces derniers termineront la grève sans tenir compte de la mobilisation ultérieure du secteur privé. Nous assistons donc avec cette grève de masse à la première grande grève victorieuse de la fonction publique issue d'un rapport de force indépendant des ouvriers. Interdites sous la IIIème République, les grèves de fonctionnaires jusque lors corporatives et en butte à une sévère répression, sortent de périodes d'échecs pour accéder à la victoire puisque les décrets Laniel ne seront jamais appliqués quant aux régimes de retraites. Ce mouvement est aussi emblématique de la période d'après-guerre car c'est aussi la première fois qu'une centrale syndicale autre que la C.G.T. se trouve en flèche dans un conflit de cette envergure et c'est l'ennemi tant « honni », F.O., qui en est à l'origine : « Tel est ce mouvement surgi en période de vacances, dans des semaines qui sont en général calmes ; les travailleurs de la base – un peu comme en 1936<sup>5</sup> – y ont poussé, débordant à certains moments leurs chefs nationaux ; Force Ouvrière a pris l'initiative ; la C.F.T.C. et la C.G.T. ont suivi, alors que beaucoup d'observateurs déniaient à Force Ouvrière toute capacité d'action directe. Contrairement à ce qu'espérait la C.G.T., le secteur privé ne s'est pas, comme en 1936, jeté tout entier dans l'action<sup>6</sup> ; on a même eu parfois le sentiment qu'une certaine jalousie à l'égard du secteur public animait les travailleurs du secteur privé ; nombreux sont les chauffeurs d'autocars ou de camions qui ont continué à travailler, atténuant la paralysie des transports par la S.N.C.F. »<sup>7</sup>

La C.G.T. est nettement plus implantée que F.O. chez les travailleurs du secteur privé, pour autant elle dispose aussi de nombreux militants dans le secteur public et n'est pas dépourvue d'influence dans le milieu des fonctionnaires : « Plus à l'aise avec les travailleurs de la métallurgie ou du bâtiment, elle ne manque pas de relais au cœur d'un secteur public et nationalisé qu'il serait erroné d'assimiler en bloc à une citadelle « réformiste ». Si F.O.

4 Le Monde du 10-11 novembre 1974

5 GUERIN Daniel, Front Populaire : révolution manquée, Paris, Julliard, 1963, 325 pages

6 FAUCIER Nicolas, Les ouvriers de Saint-Nazaire, Un siècle de luttes, de révoltes, de dépendance, Les Editions Syndicalistes, 1976

7 Lefranc Georges - Le Mouvement syndical- p. 119-120- Payot Paris- 311 pages- Imprimerie Bussièrre à Saint-Amand (Cher)

y recrute le gros de ses adhérents, il n'en résulte aucune espèce d'hégémonie ». <sup>8</sup>

A noter que la CGT, seule, chez les municipaux ou à l'hôpital au Havre, par exemple, ne peut déclencher un mot d'ordre de grève suivi sans la participation de F.O et inversement. Pour réussir un mouvement de grève, une entente intersyndicale est une condition indispensable. Nous retrouvons la mystique de l'unité syndicale de 1935-1936 où la réunification syndicale a été poussée par les circonstances, certes, mais aussi par la base.

Au Havre, alors que tous les fonctionnaires ont repris le travail fin août, deux secteurs professionnels, la métallurgie et le bâtiment, font vivre une grève de masse jusqu'au 16 septembre. L'ampleur de la mobilisation et la durée des grèves d'août-septembre font de la ville industrialo-portuaire le lieu phare de la contestation en France contre les décrets Laniel et pour l'obtention de meilleurs salaires.

Réquisitions peu efficaces dans le secteur public, les fonctionnaires qui ont commencé un mouvement d'opinion dès le mois de février 1953 sont entrés en grève début août pour la défense de leurs acquis. Forte présence des forces de l'ordre en septembre dans la cité de la Porte océane<sup>9</sup> et aux abords des usines et chantiers, c'est une chance qu'en présence de celles-ci les grévistes n'aient pas agi, ab irato, notamment dans les derniers jours du conflit, moment qui voit souvent poindre une certaine acrimonie du côté des perdants. Victorieuse dans le secteur public, la grève dans le secteur privé havrais est un quasi échec puisque les travailleurs sont finalement rentrés au travail après 36 jours de grève sans obtenir satisfaction quant à leurs revendications soumises aux chambres patronales de la métallurgie et du bâtiment. Si quelques primes sont accordées parcimonieusement dans quelques entreprises, l'échec est patent globalement et invalide la stratégie de la tendance communiste de la C.G.T. d'avoir fait perdurer la grève alors que les fonctionnaires avaient repris le travail et que seule la ville du Havre était encore concernée par la grève en France. Pour autant, la C.G.T. va renforcer sa position dominante sur le plan syndical et une nouvelle génération de militants va être formée durant ce conflit d'où la pépinière de militants arborée par Legagneux.

Pour les militants de la revue Socialisme ou Barbarie, les grèves de 1953 ne sont ni une victoire ni une défaite mais le bilan apparaît cependant positif : « Bilan positif puisque les grèves d'août portèrent un coup d'arrêt à l'évolution dans un sens de plus en plus réactionnaire de la politique française, modifièrent sur le plan social le rapport de force en faveur du prolétariat et marquèrent une reprise de confiance de la classe ouvrière dans ses propres forces.

<sup>10</sup>

<sup>8</sup> Pigenet Michel, op. cit.

<sup>9</sup> De nombreux immigrés et voyageurs à destination des Etats-Unis, notamment, ont transité par Le Havre pour traverser l'Océan Atlantique, d'où le nom de Porte Océane

<sup>10</sup> Socialisme ou Barbarie, Janvier-Mars 1954, p. 18

Les anarchistes parlent, eux, de victoire : « Car la victoire ne réside pas seulement dans le recul de l'Etat devant les travailleurs résolus et unis, dans la satisfaction de tout ou partie des revendications. La victoire est beaucoup plus profonde : c'est la victoire des travailleurs contre la division, la désorganisation, le découragement. Les travailleurs français, longtemps indécis et découragés par le jeu des syndicats et leur impuissance devant l'offensive de la réaction, ont retrouvé le terrain et le sens de la lutte de classes, ont retrouvé en quelques heures le courage, la détermination, le sens de leur puissance face à l'Etat et au patronat. Et notre devoir est de rendre consciente à tous cette victoire dont la portée et les conséquences sont incalculables. » <sup>11</sup>

Ces grèves de l'été 53 apparaissent comme le fruit d'un malaise social général. Dans le cadre d'une attaque de l'Etat contre ses salariés, la grève demeure ici l'arme incontournable de ceux-ci pour se défendre. L'attitude intransigeante de Joseph Laniel au niveau national se décline localement dans celle d'Augustin Normand. Le patronat havrais reste inflexible à l'encontre des grévistes malgré une évidente sympathie de la population alors que l'Etat doit abandonner ses projets de reculer l'âge de la retraite des fonctionnaires. En cela, les grèves de 1953 peuvent être jugées victorieuses dans le secteur public et sans précédent dans l'histoire.

Annexe Chronologie des grèves :

Le MARDI 4 AOÛT, une journée de protestation des fonctionnaires contre les « économies » de Laniel, est organisée par les syndicats. Seule F.O. s'abstient et ne participe pas au mouvement. La C.G.T. invite ses adhérents à participer à la journée du 4 août. Le même jour la section girondine de la Fédération F.O. des P.T.T. lance l'ordre de grève illimitée à Bordeaux.

MERCREDI 5, la grève générale des P.T.T. est déclenchée. L'ordre en est donné par F.O., à laquelle se joignent la C.F.T.C. et les autonomes. La plupart des grands centres postiers sont rapidement paralysés. La Fédération Postale C.G.T. demande à ses adhérents d'appuyer le mouvement

JEUDI 6, le cartel F.O. des Services Publics groupant les cheminots, les Services de Santé, les mineurs, le Gaz, l'Electricité, la Régie des Tabacs décide de lancer un ordre de grève de 24 heures. En même temps, les Fédérations C.G.T. envoient une lettre au cartel F.O. et aux autres centrales, proposant une action commune pour le lendemain, dans tous les services publics. La C.F.T.C. lance un ordre de grève de 24 heures également. La grève est totale dans les P.T.T. Laniel lance son premier appel aux grévistes et réquisitionne le personnel de l'interurbain.

VENDREDI 7, la grève est effective dans tous les Services publics et se développe en profondeur.

SAMEDI 8, « Combat » titre « Situation confuse » • Les fonctionnaires ont repris le travail, sauf les postiers qui continuent la lutte. Mais les premiers décrets sont arrêtés par le gouvernement.

<sup>11</sup> Le Libertaire du jeudi 27 août 1953

LUNDI 10. Sous l'influence des cheminots C.G.T., la Fédération demande à ses militants d'organiser l'arrêt du travail dans tous les services. Cette fois la C.G.T. offre aux autres centrales syndicales de reprendre la grève. La S.F.I.O. invite ses députés à exiger la convocation du Parlement.

MARDI 11. La grève est générale dans tous les Services publics. La base dépasse les directions syndicales en cette journée et force les dernières fédérations (Service Santé) à lancer l'ordre de grève illimitée. F.O. et C.F.T.C. demandent la convocation du Parlement.

MERCREDI 12. Laniel dit « non à la « grève ». La grève des Services publics tente de s'étendre au secteur privé. Les syndicats F.O. et C.F.T.C. tentent de forcer la décision de Laniel pour la réunion de l'Assemblée. La date du 21 août est avancée. Laniel répond par un durcissement de l'attitude gouvernementale (arrestations, menaces, utilisations de la troupe).

JEUDI 13. Un seul autobus roule dans Paris. Les grévistes tiennent malgré les manœuvres venant de toute part. Propagande ultra mensongère du gouvernement. F.O. demande une entrevue à Herriot, en même temps que l'on joue la généralisation de la grève. F.O. demande également la possibilité de pourparlers avec le C.N.P.F. A travers ces tentatives se font jour les possibilités d'une discussion avec le gouvernement au-dessus des masses en lutte.

VENDREDI 14. Situation stationnaire. Le début de grève dans la métallurgie marque le pas (la plupart des ouvriers sont encore en vacances). La C.G.T. publie une déclaration disant qu'elle est prête à discuter avec le gouvernement dans « l'intérêt des travailleurs ». D'autre part Laniel dit ne pas refuser d'envisager la convocation de la Commission des Conventions collectives.

SAMEDI 15. La C.F.T.C. commence des conversations avec le gouvernement « au niveau le plus élevé ». Une entrevue a lieu entre Bouladoux et Levard et le Président du Conseil, voulant élargir la discussion aux représentants de F.O.

DIMANCHE 16. Jouhaux remet au gouvernement un mémorandum au nom du Conseil économique (qui à cette date était en vacances). Une nouvelle fois, le vieux bonze réformiste joue les médiateurs. La discussion reprend entre le gouvernement, F.O. et C.F.T.C. Les syndicats dépassés par le mouvement tentent sans être mandatés par les grévistes de faire admettre à Laniel la nécessité de régler le problème des salaires des postiers, des cheminots, des travailleurs de la R.A.T.P. Dans la nuit du dimanche au lundi, Bacon donne lecture de l'ultimatum aux grévistes, leur enjoignant à reprendre le travail, aucune discussion ne devant être menée avant la reprise.

LUNDI 17. Laniel fait entrer dans les faits son ultimatum. Il exige de F.O. et de la C.F.T.C. que l'ordre de reprise soit donné avant 18 heures. Dans la soirée, il déclare à la radio qu'aucune

négociation ne sera engagée avec ceux qui n'auraient pas repris le travail.

MARDI 18. La grève rebondit. D'une part les grévistes acceptent le défi de Laniel et se cristallisent autour des comités de grève, pour une lutte pouvant être encore longue, et sont décidés à ne pas céder. D'autre part les syndicats ulcérés du peu de cas que fait Laniel de leur position, et obligés de ne pas désavouer le mouvement à ce stade appuient une nouvelle fois les grévistes.

MERCREDI 19. « Combat » titre: « Laniel s'installe dans la grève ». Les ouvriers de la métallurgie commençant à rentrer se préparent à la lutte. Des débrayages ont lieu chez Renault à Billancourt ; l'usine du Mans cesse le travail. Au Havre la grève est pratiquement totale. Laniel emploie les jaunes à outrance, mais l'orchestration des mensonges lancés par le gouvernement n'atteint pas son but.

JEUDI 20. Dans la nuit le M.R.P. joue les conciliateurs entre le gouvernement et les syndicats. On parle d'un accord, puis on le dément. Un certain revirement de la position du gouvernement a lieu, le bureau de l'Assemblée n'ayant pas encore statué sur la convocation du Parlement. Laniel paraît temporiser. Poussés par la volonté des métallos, les syndicats donnent l'ordre de grève générale dans la métallurgie. On verra plus loin comment ils ont fait noyer le poisson.

VENDREDI 21. La trahison des syndicats éclate au grand jour. F.O. et C.F.T.C. signent un accord avec le gouvernement sur les « grèves ». En réalité la « base » n'est pas dupe et, malgré les ordres de reprise très peu de grévistes reprennent le travail. La situation paraît flottante, l'accord ne donnant pas de précision quant à son contenu. Les grévistes exigent un peu partout des explications.

SAMEDI 22. Le gouvernement a reculé sur la question de l'âge de retraite mais tous les autres points restent en suspens : sanctions, paiement des jours de grèves. La question des sanctions, notamment chez les cheminots, cristallise une nouvelle fois la volonté de lutte des grévistes.

LUNDI 24. Certains travailleurs qui avaient repris le travail recommencent la grève. La trahison profite aux staliniens qui peuvent maintenant démasquer F.O. et la C.F.T.C. aux yeux des grévistes et centrent leurs mots d'ordre sur la convocation du Parlement.

MARDI 25. Les grévistes sont une nouvelle fois trompés. Il n'y aura pas de convocation du Parlement. 207 signatures de députés (il en fallait 209) sont seulement parvenues. Le mot d'ordre stalinien est balayé par les faits. La C.G.T. donne l'ordre de reprise de travail.

Socialisme ou Barbarie, Janvier-Mars 1954, p. 20-21

Le Libertaire  
Internet : <http://le-libertaire.net/>  
E-Mail : [julesdurand.lehavre@gmail.com](mailto:julesdurand.lehavre@gmail.com)  
Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX  
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry  
Numéro de commission paritaire en cours

## A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices  
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail [julesdurand.lehavre@gmail.com](mailto:julesdurand.lehavre@gmail.com)